

A man in a light-colored shirt and shorts is riding a bicycle through a flooded area. The bicycle is partially submerged in the water. A passenger is seated in a blue canopy on the back of the bicycle. The background shows a body of water, a utility pole, and a village with thatched-roof houses under a clear blue sky.

Réduction des risques de catastrophe :

*une approche axée sur
l'égalité hommes-femmes
et les moyens d'existence*

Table des matières

Vue d'ensemble

Une préoccupation grandissante: les catastrophes « naturelles » et leur impact sur les femmes et les hommes 3

Défis

La nécessité d'une approche « genre » 5

Voies à suivre

Aborder la réduction des risques par les moyens d'existence 7

Conclusion

Leçons tirées de l'expérience 12

Références

Lectures recommandées 13



Au Bangladesh, des inondations récurrentes mettent les femmes et les hommes à l'épreuve différemment. Ici, un conducteur de rickshaw est entravé dans son travail, situation générant une perte de revenu qui peut avoir des conséquences graves pour toute sa famille. Sunamganj, Bangladesh, 2006.
(Photo : Lionel Giron, Intercooperation).

InfoResources Focus paraît trois fois par an en anglais, français et espagnol. Il est gratuit et peut être commandé en format pdf ou imprimé à l'adresse ci-contre.

InfoResources est un réseau fournissant et diffusant des informations sur les ressources naturelles et la coopération internationale.

Equipe de rédaction :
Alessandra Giuliani, Ruth Wenger
et Susanne Wymann von Dach

InfoResources Focus No 2/09 a été rédigé par Nicole Clot et Jane Carter, avec des contributions d'Eric Chevallier et de Carmenza Robledo, Intercooperation. Anton Joehr, Rupa Mukerji et Iftikhar Hussain ont respectivement fourni les informations sur le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan. Nous vous fournirons volontiers de plus amples informations par e-mail.

Traduction au français :
Clara Wubbe, Transit TXT

Mise en page :
Ana María Hintermann-Villamil, webhint.ch

Impression : Schlaefli & Maurer AG

Contact :
InfoResources, Länggasse 85,
3052 Zollikofen, Suisse
Tél. : +41 31 910 21 91
Fax : +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch

InfoResources est composé des trois institutions suisses : Intercooperation (IC-HO), Info Service CDE et InfoAgrar / SHL, en collaboration avec leurs partenaires IC Inde / Bangladesh / Mali / Andes, CETRAD (Kenya) et SIMAS (Nicaragua).

inter
cooperation

cde
centre for
development and
environment

Bern University of Applied Sciences
Swiss College of Agriculture SHL



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Une préoccupation grandissante : les catastrophes « naturelles » et leur impact sur les femmes et les hommes

L'impact toujours plus fort des aléas naturels

« L'eau n'est jamais montée si haut que durant les crues de septembre et octobre 2007. Tout était inondé. Nous avons perdu la plupart de nos biens et de nos bêtes. Pendant pratiquement un mois nous avons dû rester dans les abris. Heureusement que nous avions appris à enterrer les vivres (pommes de terre et potirons) pour les conserver. Une fois que la pluie a cessé, nous les avons déterrés et mangés. »

Konahari Das, villageoise d'Uzan Jatrapur, Sunamganj, Bangladesh

L'être humain a toujours été confronté à des aléas naturels et dû s'en accommoder : inondations, sécheresse, séismes, tempêtes, éruptions volcaniques, pluies trop ou trop peu abondantes, etc. Un aléa naturel ne constitue pas en soi une catastrophe ; il en devient une lorsqu'il frappe une collectivité vulnérable, exposée et/ou mal préparée. Il est essentiel de savoir qu'elle est non seulement le résultat d'un événement physique mais également le produit du contexte social, politique et économique dans lequel l'événement physique se produit.

De nos jours, les catastrophes se produisent à une amplitude et à une fréquence inédites à l'échelle globale. Une des raisons logiques en est la croissance démographique ; plus il y a de gens sur terre, plus il y a de personnes potentiellement touchées par une catastrophe et vivant dans des zones à risque. Toutefois, des études scientifiques ont établi que les aléas météorologiques devenaient plus fréquents et plus intenses, aussi et surtout à cause du changement climatique. Au cours des deux dernières décennies (1988–2007), 76 % de toutes les catastrophes étaient de nature hydrométéorologique. Des exemples du monde entier sont là pour le prouver : les ouragans dévastateurs Mitch (1998, Amérique centrale) et Katrina (2005, USA), la canicule en Europe (2003) et les graves inondations au Mozambique (2000) et au nord de l'Inde (2008).

Les populations des pays en développement sont particulièrement vulnérables parce qu'elles vivent souvent dans des zones à haut risque, qu'elles sont moins capables de réagir à des situations catastrophiques et n'ont guère de « bouée de sauvetage », par ex. une couverture d'assurance ou un autre filet de sécurité. En outre, elles dépendent dans une large mesure d'industries très sensibles au climat, à savoir l'agriculture, la foresterie et la pêche. C'est dire qu'elles risquent non seulement d'être blessées ou tuées par une catastrophe naturelle, mais encore de perdre leurs moyens d'existence. Selon les estimations, entre 2000 et 2004, une personne sur 19 vivant dans un pays en développement a été touchée par une catastrophe climatique. Dans les pays de l'OCDE, le rapport est d'une personne sur 1'500, soit un différentiel de risque de 79 fois moins.

Des années d'efforts de développement anéanties

En quelques minutes ou quelques heures, une catastrophe peut réduire à néant des années d'investissement dans le développement local. L'augmentation des catastrophes, en nombre et en ampleur, est considérée comme le principal obstacle à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

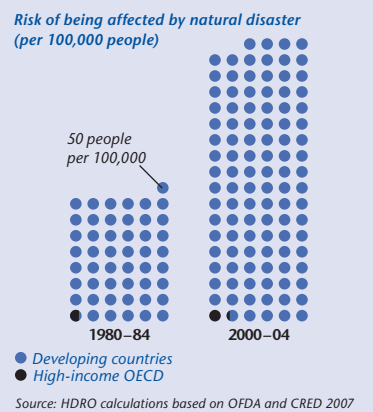
UNISDR Terminologie pour la prévention des risques de catastrophe (2009)
www.unisdr.org/eng/terminology/
[UNISDR-Terminology-French.pdf](#)

Pour plus d'info sur les catastrophes naturelles, voir :

At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters
www.unisdr.org/eng/library/Literature/7235.pdf

International Disasters Database EM-DAT
www.cred.be

Les pays en développement sont davantage exposés aux risques de catastrophe



Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008
<http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rmdh2007-2008/chapitres/francais/>

Pour exemple, l'ouragan Mitch en 1998 a causé des pertes économiques pour près de 4 milliards US\$ au Honduras (soit 70 % du PIB de cette année), ramenant ce pays à son niveau de 1980.

La plupart des documents mentionnés dans la marge sont commentés dans la liste de références.

- *Prévention* : activités entreprises pour éviter entièrement les effets hostiles des aléas et les catastrophes qui y sont liées.
- *Préparation* : activités et mesures entreprises afin d'anticiper, de répondre et récupérer des impacts des aléas.
- *Mitigation* : limitation des effets néfastes des aléas naturels (dans le domaine du changement climatique, mitigation se réfère à la réduction des gaz à effet de serre).

UNISDR Terminologie pour la prévention des risques de catastrophe (2009)
www.unisdr.org/eng/terminology/
[UNISDR-Terminology-French.pdf](#)

Non seulement la population des pays en développement est particulièrement vulnérable aux catastrophes naturelles, mais encore les plus pauvres et les plus déshérités parmi elle sont le plus fortement menacés – un phénomène que l'on observe également dans les pays développés. Les catastrophes se produisent avant tout dans des zones marginales : • régions de montagne géologiquement instables (sujettes à des tremblements de terre, des éruptions volcaniques, des crues de lacs glaciaires [GLOF], des glissements de terrain, des coulées de boue, etc.); • des berges et des plaines alluviales (risque de crues inattendues et de graves inondations); • des estuaires et des zones côtières (exposés à des cyclones et des raz de marée). Or c'est dans ces zones que les pauvres ont tendance à s'établir, n'ayant d'autre endroit où aller.

La notion de « réduction des risques de catastrophe »

La réduction des risques de catastrophe (RRC) est un cadre conceptuel qui vise à éviter (prévenir) et atténuer (préparer/mitiger) les risques d'aléas en termes de perte de vies humaines et de ressources sociales, économiques et environnementales des collectivités et pays touchés. La RRC doit être mise en place bien avant qu'une catastrophe se produise. Dans ce sens, il est primordial de passer des interventions réactives et réparatrices à des stratégies de prévention et de préparation.

La clé de voûte de la prévention de catastrophes est la Déclaration de Hyogo, adoptée lors de la Conférence mondiale sur la réduction des catastrophes, en janvier 2005 à Hyogo (Japon). Signé par 168 pays, le Cadre d'action de Hyogo (2005–2015) a comme objectif suprême de développer la résilience des nations et des collectivités en réduisant substantiellement les pertes dues aux catastrophes d'ici à 2015, selon cinq priorités d'action (voir en marge). Depuis l'adoption de cet instrument, de nombreux efforts ont été faits aux niveaux global, régional, national et local pour une intégration systématique de la RRC. Ainsi, lors de la 14^e Conférence des Parties (COP 14) à Poznan (P), les participants ont longuement discuté d'options holistiques en matière de RRC et de changement climatique.

Pourquoi une approche genre pour aborder la RRC

Comme nous l'avons vu précédemment, les catastrophes résultent d'aléas naturels qui ont des effets sur les communautés vulnérables. Le degré de vulnérabilité, et donc l'impact de la catastrophe, dépendent de variables sociales comme le sexe, l'âge, la santé, l'appartenance ethnique, la religion et le statut socio-économique. Il est impératif de comprendre tous ces facteurs sociaux si l'on veut identifier les causes sous-jacentes des catastrophes et tenter de les prévenir.

En considérant RRC d'un point de vue genre, le présent Focus veut mettre en lumière l'importance du facteur « genre » pour la vulnérabilité. Comme nous le verrons, les femmes sont particulièrement affectées par les catastrophes dans de nombreux pays, même si ce n'est pas le cas partout. Par ailleurs, comprendre pourquoi les femmes sont vulnérables et prendre des mesures appropriées pour les protéger peut faire une immense différence en termes d'impact – l'exemple du Bangladesh donné plus bas le démontrera amplement. Dans ce pays, des taux de mortalité particulièrement élevés chez les femmes après le cyclone de 1991 ont incité le gouvernement à prendre toute une série de mesures de prévention des catastrophes et de préparation à leur occurrence. Au chapitre suivant, nous démontrerons la nécessité d'aborder le thème de la réduction des risques selon une approche genre. Et le chapitre subséquent poursuit avec l'approche des moyens d'existence dans les activités concrètes de RRC.

Cadre d'action de Hyogo

1 Eriger au rang de priorité la réduction des risques de catastrophe

Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe un cadre institutionnel solide, afin de mener à bien les activités correspondantes.

2 Identifier les risques et passer à l'action

Mettre en évidence, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer les systèmes d'alerte précoce.

3 Instaurer une compréhension et une conscience des risques

Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de sécurité et de résilience à tous les niveaux.

4 Réduire les risques

Réduire les facteurs de risque sous-jacents.

5 Se préparer et se tenir prêt à agir

Renforcer la préparation aux catastrophes afin de pouvoir intervenir plus efficacement à tous les niveaux lorsqu'elles se produisent.

Cadre d'action de Hyogo 2005–2015
www.unisdr.org/eng/hfa/docs/HFA-brochure-French.pdf

La nécessité d'une approche « genre »

Qu'entend-on par approche « genre » ?

La notion de « genre » désigne les interactions entre les femmes et les hommes (leurs rôles respectifs et leurs relations réciproques) en tant que constructions socioculturelles. Ces interactions peuvent varier d'après le contexte et changer selon les circonstances. Souvent, les femmes manquent de pouvoir dans leurs interactions avec les hommes, même si le contraire peut également être vrai. Donner du pouvoir aux femmes ne signifie pas enlever aux hommes ; une approche « genre » vise des rapports de force équitables et équilibrés entre femmes et hommes, fondés sur l'entente et le respect mutuels.

Différences de vulnérabilité entre femmes et hommes

Nous avons vu plus haut qu'il existait des différences de vulnérabilité entre les femmes et les hommes face à une catastrophe et qu'il fallait donc y répondre de manière différenciée. Certains aspects sexospécifiques de la vulnérabilité sont biologiques, d'autres culturels. Dans le contexte RRC, la vulnérabilité se définit par les caractéristiques et la situation d'un groupe, d'un ménage ou d'un individu, qui influent sur sa capacité d'anticiper, de réagir (survivre dans l'immédiat), de résister (survivre par la suite) et de se remettre de l'impact d'un aléa naturel.

Anticiper une catastrophe

Le fait d'être informé au sujet de l'éventualité ou probabilité d'une catastrophe, de connaître ses causes et les mesures à prendre a une forte influence sur les chances de survie. Dans de nombreuses régions du globe, en Afrique et en Asie surtout, les hommes sont mieux préparés que les femmes en terme d'information. Il est en effet plus probable qu'ils suivent l'actualité en lisant les journaux ou autres, qu'ils participent à des réunions communautaires et aient accès à d'autres sources d'information. Les femmes sont généralement peu lettrées et ont moins de temps pour participer à des réunions, accaparées qu'elles sont par les tâches domestiques, le travail au champ, etc. Et même si elles ont le temps, elles peuvent être empêchées de participer pour des raisons socioculturelles. Or, la « vulnérabilité informationnelle » peut être fatale. Interviewées après le tremblement de terre de 2005 au nord du Pakistan, de nombreuses personnes, femmes et hommes, ont répondu : « C'est Dieu et le sort qui décident qui va survivre et quels villages seront détruits ». Le même son de cloche a été entendu du côté de communautés indigènes boliviennes. De telles idées peuvent sérieusement entraver la prévention et la préparation à une catastrophe.

Faire face à une catastrophe

Une catastrophe va évidemment d'abord frapper les personnes sur place – un aspect fortement influencé par l'émigration. Dans la plupart des cas, les principaux absents pour cause de migration sont les hommes, mais il arrive aussi que ce soit des femmes, comme dans certaines régions d'Asie centrale ou des Philippines.

Des diktats socioculturels relatifs au comportement des femmes envers les hommes peuvent contribuer de manière significative au risque de mourir au moment d'une catastrophe. Au Bangladesh par exemple, la réticence des femmes à se réfugier dans des abris avec des hommes qu'elles ne connaissaient pas a été identifiée comme la principale cause de mortalité féminine pendant le cyclone de 1991. Et malgré les mesures prises depuis, le scénario s'est répété

« Une perspective genre devrait être intégrée dans toutes les politiques et dans tous les plans et processus décisionnels relatifs à la gestion des risques de catastrophe, inclus ceux concernant l'évaluation des risques, l'alerte rapide, la gestion de l'information, ainsi que l'éducation et la formation. »

Hyogo Framework for Action 2005–2015
www.unisdr.org/wcdr/intergover/official-doc/L-docs/Hyogo-framework-for-action-english.pdf

Pour plus d'info sur la vulnérabilité, voir :

At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters
www.unisdr.org/eng/library/Literature/7235.pdf

En termes de RRC, « anticiper » une catastrophe correspond à la phase de mitigation (mesures de prévention, et d'atténuation).

Pour des récits au sujet de la vulnérabilité des femmes face au tremblement de terre de 2005 au Cachemire pakistanais, voir :

The 2005 Kashmir Earthquake: A perspective on Women's experiences
www.bioone.org/doi/pdf/10.1659/mrd.0945

Dans un contexte de RRC, « faire face (cope) » est utilisé surtout dans la phase d'urgence pour désigner la capacité des gens à faire face à la situation et à rebondir.

D'après un rapport du gouvernement du Bangladesh, le cyclone Sidr en 2007 a causé la mort de plus de femmes que d'hommes dans les villages côtiers, parce que les femmes rechaignaient à se réfugier dans des abris mixtes, par peur de contact physique avec des inconnus.

Les tsunamis frappent plus durement les femmes
www.developments.org.uk/articles/women-fare-worst-in-tsunami

En termes de RRC, « résister » à une catastrophe signifie être capable d'assurer la transition entre la phase de réaction (situation d'urgence) et la phase de récupération.

« Une société résiliente est une société capable de survivre aux dommages provoqués par des aléas naturels, soit en préservant son tissu social, soit en acceptant un changement plus ou moins important pour survivre ».

Traditional Societies' Response to Volcanic Hazards in the Philippines
www.bioone.org/doi/abs/10.1659/mrd.0949

Dans le contexte RRC, « se remettre d'une catastrophe » correspond à la phase de récupération (y compris la réhabilitation et la reconstruction).

Récemment, le gouvernement indien a insisté pour que le dédommagement financier soit versé sur un compte enregistré aux noms des chefs de ménage des deux sexes. Lorsque les biens ne sont pas enregistrés en leur nom propre, les veuves ou les femmes seules ont toujours de la peine à faire valoir leurs droits.

en 2007. Dans de nombreuses sociétés, tout spécialement en Asie mais aussi en Afrique, des femmes se noient lors de crues ou d'inondations pour la simple raison qu'elle ne savent pas nager (apprendre à nager est un tabou) et/ou parce qu'elles s'empêchent dans les habits portés pour « préserver leur modestie ». D'innombrables données le confirment : 80 % des victimes du tsunami de 2005 étaient des femmes – notamment à Aceh, en Indonésie, et au Sri Lanka – pour les raisons évoquées. Et pour prendre l'exemple des séismes : dans les régions où il est de tradition que les hommes dorment dehors par temps chaud, les femmes sont plus exposées au risque de mourir sous les décombres de leur maison (pour preuve, les tremblements de terre récents en Inde).

Les fonctions reproductives des femmes influent également sur leur vulnérabilité. Les femmes enceintes, qui allaitent ou qui ont de jeunes enfants sont physiquement moins aptes à échapper à une catastrophe, car elles vont s'occuper d'abord des enfants et rester avec eux, même au péril de leur vie. Les veuves et les femmes âgées, elles aussi physiquement vulnérables, ont moins de chance de se faire aider par des hommes. Sans compter le risque supplémentaire pour les femmes d'être abusées sexuellement ou victimes de violence domestique. D'après le contexte social, ce risque est le plus élevé au moment de la catastrophe, ou augmente par la suite.

Relevons que les femmes ne sont pas forcément toujours et partout les premières victimes d'une catastrophe. En Amérique latine, la culture voulant que les hommes jouent les protecteurs et prennent des risques fait pencher la balance de la mortalité du côté des hommes – comme cela a été le cas lors de l'ouragan Mitch en Amérique centrale (1998).

Résister à une catastrophe

Dans de nombreuses sociétés, les femmes sont éduquées à faire passer leurs besoins après ceux des autres. Généralement moins bien nourries, affaiblies par des problèmes liés à la santé reproductive, les femmes sont plus rapidement épuisées et plus susceptibles de tomber malades. La tâche ardue de subvenir aux besoins de la famille après un désastre – chercher de l'eau, du bois, de la nourriture, etc. – pèse aussi plus lourdement sur les femmes que sur les hommes. Marcher de longues distances pour trouver de l'eau et du combustible augmente en outre le risque d'agression sexuelle et réduit le temps requis pour la production de nourriture et la préparation des repas.

Face au stress psychologique que peut engendrer une catastrophe, femmes et hommes réagissent différemment. Les femmes doivent souvent donner un appui psychologique à d'autres, à commencer par les enfants. D'un autre côté, elles nouent plus aisément des liens sociaux et sont capables de se soutenir mutuellement. Quant aux hommes (tout spécialement dans la culture latino-américaine), ils auront davantage tendance à ressentir frustration et aliénation, des sentiments que certains exprimeront physiquement par la violence domestique et sexuelle. Le déplacement d'une communauté ou un changement radical de son mode de vie après un désastre peut aussi se traduire à plus long terme par une augmentation des mariages précoces de jeunes filles et la prostitution.

Se remettre d'une catastrophe

Dans la phase de récupération après une catastrophe, les hommes ont généralement un meilleur accès à l'information et au crédit. Les ménages dirigés par une femme sont défavorisés à cet égard. En outre, les femmes ont moins de biens tangibles qui leur permettraient de redémarrer ; la propriété de la terre et du logement est en effet le plus souvent réservée aux hommes. Ainsi, lors de l'ouragan Mitch, les ménages dirigés par des femmes ont essuyé des pertes nettement plus grandes que les autres.

Aborder la réduction des risques par les moyens d'existence

Des mesures de protection pour sauver les vies et les moyens d'existence

« Nous sommes pauvres et nous vivons de l'élevage et de l'agriculture. Chaque année ou presque, nous perdions maison et bétail à cause des pluies et des inondations. Pendant la saison des pluies de 2006, qui a détruit la moitié du village, nous avons perdu notre maison et un mur mitoyen. Pour survivre à ces crues, nous avons toujours dû mettre de l'argent de côté, être très vigilants et travailler dur pour réparer nos maisons. Mais cette année, grâce à la construction d'ouvrages de protection, notre maison et nos moyens d'existence n'ont pas été endommagés malgré trois grandes crues. Pour la première fois, nous avons pu acheter des médicaments et quelques chèvres au lieu de devoir utiliser l'argent économisé pour des réparations. Maintenant nous pouvons dormir la nuit et n'avons plus peur de perdre nos biens ! En outre, notre fardeau s'est trouvé allégé. Pendant l'inondation, nous les femmes, devons constamment surveiller le niveau de l'eau et mettre en sécurité les matériaux pour protéger nos maisons, ce qui accroissait considérablement notre charge de travail. »

Shazado, villageoise de Kohawar, North-West Frontier Province (NWFP), Pakistan. Les conditions de vie de Shazado sont courantes dans les pays en développement. Si l'on veut réduire la vulnérabilité des femmes et des hommes, il importe d'abord d'analyser soigneusement les causes sous-jacentes des catastrophes en prenant en considération tous les facteurs contextuels.

L'approche des moyens d'existence durables (AMED) est un outil largement utilisé par les collaborateurs des agences de coopération au développement afin de mieux comprendre les stratégies de survie des communautés et de trouver des pistes pour les améliorer et les renforcer. Dans le contexte RRC, l'AMED peut également servir à analyser la vulnérabilité à l'aide des six principaux biens associés aux moyens d'existence ou « capitaux » : naturel, physique, social, humain, financier et politique (ce dernier, considéré ici comme un bien en soi, doit aussi intégrer le capital social). L'ensemble de ces capitaux détermine la résilience qui est étroitement liée aux conditions de vie spécifiques d'une communauté, au niveau du ménage et de l'individu.

Le chapitre suivant s'appuie sur l'AMED pour étudier les réponses possibles aux aléas naturels dans un contexte de RRC. Chaque capital est analysé à l'aide de plusieurs exemples qui montrent comment intégrer des mesures de RRC dans des projets de développement, et par là, promouvoir une culture de la prévention des risques. Nous ferons également quelques considérations sur la perspective « genre ». Comme tous les projets cités sont axés sur la réduction de la pauvreté (par la promotion de moyens d'existence durables, l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et le renforcement de la bonne gouvernance), ils se déroulent pour la plupart dans des régions à risque et ont donc accumulé des expériences dans la gestion des catastrophes naturelles. Les communautés pratiquant un mode de vie respectueux de l'environnement et dotées d'institutions locales solides sont mieux armées que d'autres pour affronter les catastrophes et en (di)gérer l'impact.

Capital naturel : propriété foncière et sécheresse

La terre, les forêts et les bêtes sont des biens de première nécessité pour les communautés rurales, mais ils sont tous très exposés aux aléas hydrométéorologiques. En cas de sécheresse et de désertification, par exemple, les

« Aujourd'hui, il est reconnu que chaque dollar dépensé pour réduire les risques rapporte au moins quatre dollars par l'absence de pertes dues aux catastrophes. »

Directives de la DDC sur la réduction des risques de catastrophes
www.deza.admin.ch/ressources/resource_fr_180445.pdf

Le village de Kohawar est soutenu financièrement dans le cadre du Livelihood Programme, mis en œuvre par Intercooperation sur mandat du gouvernement de la NWFP et la DDC.
www.intercooperation.org.pk/earthquake_relief.htm

Pour plus d'info sur l'approche des **moyens d'existence durables**, voir :
www.id21.org/zinter/id21zinter.exe?a=2&i=r5cp1g1&u=4a1ec298
www.poverty-wellbeing.net

Les mesures prises après le tremblement de terre du Gujarat (2001) sont un exemple d'utilisation de l'AMED pour passer de l'intervention humanitaire à une intervention de développement.
www.iids.in/gujratearthquake.htm

CRISTAL (Community-based Risk Screening Tool, Adaptation and Livelihood) est un outil qui permet aux planificateurs de projets d'analyser les effets du changement climatique et des catastrophes sur les moyens d'existence au niveau communautaire. Pour plus d'info et télécharger :

CRISTAL Tool
www.cristaltool.org/

On distingue généralement deux types de catastrophes naturelles : celles déclenchées soudainement (**sudden onset disasters**), comme les ouragans ou les tremblements de terre, et celles qui se produisent au fil du temps (**slow onset disasters**), comme l'avancée du désert et la sécheresse. Pour être efficace, la réduction des risques de catastrophe doit répondre différemment aux unes et aux autres.

Une convention locale est un accord passé entre plusieurs communautés vivant dans une région, qui définit et contrôle l'accès à une ressource donnée.

Highlighting Local Coping Strategies for Drought

www.unisdr.org/eng/about...Gender_Perspectives_Integrating.../Gender_Perspectives_Integrating_DRR-CC_Good%20Practices.pdf

UNISDR Terminologie pour la prévention des risques de catastrophe (2009)

www.unisdr.org/eng/terminology/UNISDR-Terminology-French.pdf

Mesures structurelles (hardware) :

toute construction physique visant à réduire ou à éviter les impacts éventuels des aléas, ou l'application de mesures d'ingénierie pour assurer des structures ou systèmes résistants et résilients aux aléas.

Mesures non structurelles (software) :

toute mesure ne comportant pas de construction qui utilise les connaissances et la pratique visant à réduire les risques et les impacts, en particulier par le biais de politiques et de lois, par la sensibilisation du public, la formation et l'éducation.

Mainstreaming Disasters Risk Reduction in development Programmes – Experiences and Opportunities : An Assessment in South Asia

www.intercooperation.org.in/images/icindia/ic%20sa%20report.pdf

La DDC reçoit un prix pour ses constructions résistant aux séismes (Holcim Award)

http://www.deza.admin.ch/es/Pagina_principal/Noticias/Vista_detallada?itemID=172657

Les bateaux scolaires sont soutenus financièrement par le projet Livelihoods, Empowerment and Agro-Forestry (LEAF)
www.intercooperation-bd.org/leaf.php

gens sont forcés de migrer vers d'autres contrées si leurs moyens naturels d'existence sont détruits.

Dans la région du Sahel, l'avancée du désert, les épisodes récurrents de sécheresse et le manque de précipitations ont poussé de nombreuses communautés à migrer vers le sud. Il en est résulté toute une série de problèmes, à commencer par celui, endémique, de la propriété foncière et des droits d'accès aux ressources. La solution la plus courante consiste à passer des « conventions locales ». Ces conventions sont d'autant plus importantes que la nourriture se fait rare et qu'il est vital de prévenir une surexploitation des ressources naturelles. Par ailleurs, la nécessité de s'entendre amène différents groupes d'intérêt à discuter de leurs droits et intérêts, à convenir de comment gérer leur vulnérabilité et si possible la réduire. Car si un groupe est vulnérable, c'est tout un écosystème local, tous les moyens d'existence d'une communauté, qui sont en péril.

D'un point de vue genre, les femmes sont particulièrement vulnérables en ce qui concerne la propriété foncière, car selon le droit coutumier en vigueur dans le Sahel, les terres arables, les arbres et les forêts peuvent être la propriété des hommes uniquement. Afin de changer ces faits, plusieurs initiatives ont été lancées, pour l'heure à petite échelle. Elles encouragent les femmes des zones périurbaines à se regrouper en associations pour louer ou acheter des terres (parfois à leur propre mari). Une autre stratégie, plutôt rare pour l'instant, consiste à titulariser les terres aux noms des hommes et de leurs compagnes.

Capital physique : constructions, routes, bateaux

« Grâce à notre formation sur la gestion des catastrophes 10 jours avant le tremblement de terre, nous avons pu réagir rapidement, sortir des personnes ensevelies sous les décombres de leur maison et leur prodiguer les premiers soins ».

Témoignage d'une villageoise de Batangian, North-West Frontier Province (NWFP), Pakistan.

La mauvaise qualité du bâti et des infrastructures sociales est l'une des principales préoccupations dans les régions sujettes aux séismes et aux inondations. En effet, l'effondrement d'une maison fait non seulement des victimes, mais prive encore les survivants d'un toit, les exposant à des conditions météorologiques extrêmes et donc au risque de tomber malade ou de mourir.

Suite au tremblement de terre de 2005 au Cachemire pakistanais, diverses mesures ont été prises pour renforcer la résilience des communautés vivant dans des régions reculées. Pour les mesures structurelles, mentionnons la construction de maisons résistant aux tremblements de terre, l'identification de terrains à bâtir plus sûrs et l'aménagement de voies d'accès (aussi bien pour acheminer l'aide alimentaire que pour permettre aux habitants de fuir en cas de catastrophe). Et pour les mesures non structurelles : l'entraînement à la détection précoce d'un tremblement de terre d'après des données scientifiques et la mise en place de stratégies préparatoires.

Le tremblement de terre au nord du Pakistan a fait un nombre proportionnellement plus élevé de victimes parmi les femmes (pour les raisons évoquées précédemment). Une mesure aussi simple que l'aménagement d'abris et de sanitaires séparés aurait permis aux femmes de s'en sortir nettement mieux. Autres mesures efficaces pour renforcer la résilience des femmes : les aider à obtenir une compensation lorsqu'elles ont perdu leur carte d'identité, les reloger et, à plus long terme, les aider à trouver un travail (à domicile) générant un revenu.

Dans certaines régions reculées du Bangladesh, souvent inondées, l'utilisation de bateaux pour amener les enfants à l'école est une mesure très effi-

cace et peu coûteuse. Sans les bateaux, de nombreux enfants auraient toutes les peines du monde à se rendre à l'école pendant la saison des pluies. Les parents sont plus réticents à envoyer les filles à l'école sans accompagnement que les garçons. En outre, ceux qui ont peu de moyens préfèrent investir dans l'éducation des garçons. Les bateaux scolaires, moyen de transport sûr pour tous les enfants, sont donc une solution particulièrement bénéfique pour les filles.

Capital social : repenser la répartition des rôles

Face à l'adversité – situation de crise ou catastrophe – les différences de réaction entre femmes et hommes tendent à s'accroître encore, un phénomène qui peut renforcer les inégalités, mais aussi les réduire. Les rôles des hommes et des femmes diffèrent d'une culture à une autre – on se gardera de tomber dans le piège des stéréotypes !

Une analyse détaillée menée au Nicaragua et au Honduras après l'ouragan Mitch a révélé quelques faits de genre frappants. D'abord, pour des raisons socioculturelles, l'ouragan a fait plus de victimes parmi les hommes que parmi les femmes. Par la suite, les hommes survivants ont été nombreux à chercher du travail rémunéré ailleurs pour reconstituer les biens perdus. Corollaire : une augmentation substantielle des ménages dirigés par une femme (Nicaragua, de 24% à 40%) et un démantèlement de la répartition traditionnelle des rôles. Les femmes ont commencé à effectuer des tâches normalement dévolues aux hommes, par ex. dégager les routes, et se sont mises à suivre des formations « masculines ». Pendant la période de récupération, les femmes ont assumé un triple rôle : de reproduction, d'organisation de la communauté et de travail productif dans le secteur informel. Leur position sociale s'est considérablement renforcée, alors que les hommes se sont retrouvés confinés dans leur seul rôle de pourvoyeur. Des tensions sont apparues avec l'attente d'un retour aux rôles sociaux d'avant la catastrophe. En comparaison avec cet exemple d'Amérique centrale, nous avons vu qu'en Asie les taux de mortalité et d'accident lors de catastrophes étaient plus élevés chez les femmes que chez les hommes. Tous pays confondus, on note cependant des aspects de genre communs dont la coopération au développement est appelée à tenir compte.

- Les femmes survivantes travaillent souvent « au front » pour ce qui concerne l'aide immédiate et la reconstruction, même dans les pays où elles sont principalement occupées à des tâches domestiques. Les interventions extérieures devraient reconnaître cette accumulation de tâches et chercher en premier lieu à alléger le fardeau des femmes.
- Dans des situations de crise, les femmes mobilisent généralement des réseaux sociaux formels et informels pour partager le travail, le plus souvent au travers de groupes d'entraide. Elles doivent être soutenues dans ces efforts.
- Les femmes et les filles sont plus exposées au risque de violence domestique et sexuelle après une catastrophe, a fortiori lorsque les familles sont déplacées et doivent se serrer dans les abris de fortune ou des logements temporaires où elles n'ont aucune intimité. L'augmentation de la violence est en partie attribuée au fait que les hommes sont stressés par la perte de contrôle dans la période suivant une catastrophe, conjuguée à une période prolongée de non emploi et à des moyens d'existence précaires. Ici, l'aide extérieure doit s'employer à minimiser le risque pour les femmes d'être exposées à la violence sexuelle (par ex. en logeant les femmes et les hommes séparément) et aider les hommes à jouer un rôle plus constructif dans la phase post-catastrophe.

« La plupart des hommes ne savent jouer qu'un seul rôle, celui de subvenir aux besoins économiques basiques de la famille. À défaut de pouvoir le jouer, ce qui arrive souvent dans des situations de crise, ils n'ont pas d'autres moyens d'affirmer leur identité masculine. Ce manque de diversité et de flexibilité se traduit plus qu'à son tour par un comportement destructif ou dysfonctionnel (violence, alcoolisme, etc.) ».

Gender and Post-Disaster Reconstruction: The case of Hurricane Mitch in Honduras and Nicaragua
www.sheltercentre.org/sites/default/files/WB_GenderAndPostDisasterReconstruction.doc

PROSUKO (programme de promotion du mode de culture « suka kollus ») est un programme de développement rural destiné à soutenir les paysans boliviens de l'Altiplano. Financé par la Direction du développement et de la coopération (DDC), il est mis en œuvre par Intercooperation.

Pour la systématisation des pratiques RRC en Bolivie (DDC) :
www.sgc-grcosude.com/prosuko.htm

En temps de crise, les producteurs de lait sont souvent exploités par les marchands de bétail, les vendeurs de lait et les usuriers. Lors de fortes inondations, la société coopérative octroie des prêts à ses membres touchés afin qu'ils puissent acheter semences et fourrages. Ces prêts sont par la suite remboursés par acomptes sur le produit de la vente de lait. En outre, la coopérative assure la collecte de lait dans les régions inondées en utilisant des bateaux et fournit des services vétérinaires organisés à ses membres.

Stratégies de réduction des risques économiques de catastrophe dans des régions du Bihar (Inde) sujettes aux inondations : une société coopérative laitière gérée par des femmes (Baghani Mahila Milk Cooperative Society, Sitamahri).

Pour plus d'information sur ce projet, contacter Rupa Mukerji, rmukerji@intercooperation.org.in

Les limites de la micro-assurance :

- Pas tous les « capitaux » ne s'y prêtent (pour des questions de quantification) ;
- L'assureur requiert des données météorologiques détaillées qui ne sont pas souvent disponibles ;
- Dans les régions où les catastrophes sont récurrentes (chaque année ou une année sur deux), l'assurance est coûteuse, si elle existe ;
- Vu la spécificité de la vulnérabilité (au niveau du ménage ou de l'individu), concevoir une police adéquate est une tâche ardue ;
- L'examen d'un sinistre est généralement difficile, à plus forte raison lorsque le ménage de l'assuré est pauvre et n'a pas de documents.

Capital humain : développer le savoir et le savoir faire

« Malheureusement, seuls des événements extrêmes (comme l'ouragan Mitch) nous apprennent comment réagir et nous obligent à le faire ! Grâce à de telles catastrophes, nous apprenons ce que nous devons savoir pour mieux nous préparer et pour développer une stratégie de prévention en prévision du prochain événement. »

Représentant d'une ONG du Honduras

Le capital humain, c'est le savoir et le savoir faire, appris de manière formelle ou acquis par l'expérience et l'apprentissage informel. Nous avons vu que le fait d'être lettré, autrement dit de pouvoir s'informer auprès de diverses sources écrites, de se préparer en conséquence et d'accéder à l'aide offerte, pouvait réduire de manière substantielle la vulnérabilité en cas de catastrophe. Cela posé, les communautés qui vivent dans des zones à haut risque ont des connaissances et compétences propres qui leur permettent de faire face aux catastrophes. Prenons l'exemple de l'Altiplano bolivien où des aléas naturels même de moindre importance – vague de froid, tempête de grêle hors saison, etc. – peuvent avoir un impact majeur sur certains ménages. Le programme PROSUKO renforce les capacités locales en matière de gestion des catastrophes par la valorisation et la diffusion du savoir indigène sur l'exploitation des terres dans un environnement fragile, en employant des paysans qui diffusent leur savoir (les « Yapuchiris »). Cette démarche a permis de réduire considérablement les pertes de récoltes dues à des conditions météorologiques difficiles – sécheresse, grêle, crues, gel, etc. – et de stabiliser les débouchés pour les produits agricoles locaux. PROSUKO a notamment intégré l'expertise des femmes dans la production et la conservation de semences, ainsi que leurs compétences commerciales. Valoriser le savoir des femmes a en outre renforcé leur confiance et leur estime de soi.

Capital financier : soutenir les marchés locaux après un cyclone

Des catastrophes aussi dévastatrices que l'ouragan Mitch ou le tsunami en Asie peuvent avoir un impact fatal sur l'économie d'une nation. Parallèlement, elles génèrent un afflux considérable d'aide matérielle et financière de la communauté internationale. Celle-ci réagit en effet le plus souvent par l'envoi de nourriture et de tentes, puis de semences et d'animaux. Or, l'importation de grandes quantités de tels produits peut avoir des effets extrêmement néfastes sur les marchés nationaux et locaux. Il est nettement préférable que le pays touché puisse lui-même mobiliser ces produits – comme l'a fait Madagascar après le cyclone Gafilo en mars 2004. Dans ce pays, la distribution de semences et autres graines provenant de régions non touchées avait permis aux familles de commencer à cultiver aussitôt après la catastrophe, évitant ainsi la malnutrition des groupes les plus vulnérables de la population et empêchant le glissement potentiel de villages entiers dans le dénuement. L'Inde fournit un autre exemple de gestion des catastrophes (voir en marge). La micro-assurance est un mécanisme de réduction de la vulnérabilité largement discuté, mais comporte des limitations, notamment lorsque les secteurs les plus pauvres de la communauté sont concernés.

Les relations entre hommes et femmes au niveau des marchés, généralement très complexes et variées, doivent être soigneusement analysées avant de passer à l'action. Il convient surtout d'éviter les idées préconçues comme « les hommes dominent le marché dans les pays asiatiques, les femmes dans les pays africains ». Dans le domaine de la micro-assurance, le fait que les hommes sont souvent les détenteurs des capitaux signifie que les femmes ne peuvent pas faire valoir leurs droits, à moins de conventions spécifiques.

Capital politique : mettre en place des institutions efficaces

Les régions exposées à des catastrophes soudaines et/ou saisonnières reçoivent des moyens substantiels pour l'aide urgente, la reconstruction et la réhabilitation. Sur place, la bonne gouvernance et la transparence sont essentielles pour que ces moyens soient utilisés à bon escient. À défaut, la corruption risque fort d'augmenter les inégalités et la pauvreté.

Le Cadre d'action de Hyogo met en exergue le besoin crucial d'une bonne gouvernance locale et nationale dans la mise en œuvre de la RRC. Les gouvernements de pays comme le Bangladesh et le Honduras en ont fait une priorité dans leur agenda politique. En 2003, le gouvernement du Bangladesh a approuvé un *Comprehensive Disaster Management Programme* (CDMP) comme stratégie clé pour promouvoir les efforts de réduction des risques aux niveaux des pouvoirs publics et des agences. La coordination du programme a été confiée à des organes aux niveaux national, du district et du village (ces derniers sont appelés *Union Parishad disaster management committees* UDMC). La composition des UDMC doit être représentative de la communauté locale et inclure des représentants du gouvernement du district, des ONG et des femmes. Dans la plupart du pays, les UDMCs sont opérationnelles, mais un investissement considérable dans le développement de compétences est encore nécessaire afin de mettre en pratique la perspective nationale de RRC au niveau local. Cela est visible, par exemple, dans la tendance des UDMCs à se centrer sur les mesures structurelles (qui requièrent de grands investissements généralement non disponibles...) au lieu de miser sur des mesures non structurelles. De plus en plus souvent, ces dernières sont fournies par les ONG actives dans la région.

Toute activité de RRC doit impérativement s'inscrire dans la gouvernance locale. C'est ainsi seulement que les agences gouvernementales pourront se préparer et réagir rapidement et avec efficacité à une crise, à tous les niveaux. Des projets de développement peuvent soutenir ce processus par des activités complémentaires, comme illustré par le programme de la DDC au Bangladesh. Deux projets, l'un axé sur les moyens d'existence durables (LEAF), l'autre sur la gouvernance locale (SHARIQUE) opèrent en synergie pour promouvoir une culture de prévention des catastrophes auprès de la population.

Par ailleurs, il est important de considérer les catastrophes non pas comme une menace venant de l'extérieur, mais comme un élément inhérent à la vie ordinaire. Les gouvernements doivent en tenir compte dans leur programme de développement national, notamment dans les projets de réduction de la pauvreté. Citons l'exemple du Mali. Depuis les périodes de sécheresse des années 1970, le gouvernement malien a intégré cet aléa dans sa stratégie nationale de réduction de la pauvreté, faisant preuve d'une attitude proactive plutôt que réactive face à une catastrophe.

Soulignons le rôle crucial des gouvernements nationaux dans toutes les phases du cycle d'une catastrophe. Mentionnons à ce sujet les occasions où un gouvernement, pour des raisons de politique interne, minimise une catastrophe (le gouvernement nigérien lors de la grave sécheresse en 2007) ou refuse l'aide de la communauté internationale (le gouvernement birman lors du cyclone Nargis en mai 2008).

Politique nationale de gestion des catastrophes du Bangladesh, 2006

Entre 1991 et 2007, 95 catastrophes majeures ont été enregistrées au Bangladesh, causant près de 200'000 morts et des dommages estimés à 5.9 milliards US\$.

« Les collectivités dotées de structures institutionnelles faibles sont particulièrement fragiles et donc vulnérables. »

Johan Schaar, directeur de la Commission du changement climatique et du développement à Poznan lors de la 14^e conférence des parties. (Note personnelle de l'auteure principale).

La division humanitaire de la DDC a choisi un certain nombre de pays prioritaires en matière de RRC. Le Bangladesh en est un. Les bonnes pratiques issues des projets que la DDC y soutient actuellement seront recueillies et réinvesties dans des projets ultérieurs. Pour plus d'info sur la RRC et l'aide humanitaire, voir : www.risksandsafetynet.ch

Leçons tirées de l'expérience

Les conclusions suivantes exposent d'abord les éléments généraux de la RRC et des moyens d'existence, puis les aspects spécifiques au genre.

« Nous devons nous concentrer sur l'objectif global de réduire la vulnérabilité des communautés et renforcer leur résilience. » Margareta Wahlström, sous-secrétaire générale de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe lors d'une manifestation connexe à la COP 14 à Poznan. (Note personnelle de l'auteure principale).

« Le développement a toujours concerné la gestion des risques. Le changement climatique consiste à changer ces risques, spécialement ceux affectant les gens pauvres et vulnérables. »

The Human Dimension of Climate Adaptation
www.ccdcommission.org/Files/report/HUMAN_DIMENSIONS.pdf

Financé par la DDC et mis en œuvre par un consortium (Intercooperation, Predes, Libélula), le Programme d'adaptation aux changements climatiques (PACC) au Pérou est un programme pionnier qui combine RRC et changement climatique. Le but est de renforcer la résilience des communautés locales en les aidant à prendre des mesures pour faire face à la variabilité climatique et pour atténuer l'impact des aléas naturels.
www.sdc.admin.ch/fr/Accueil/Projets/Programme_d_adaptation_aux_changements_climatiques

« Rien de ce qui se fait en cas de catastrophe n'est 'assexué' ». L'égalité hommes-femmes en temps de catastrophe – les six principes basiques de l'aide et la reconstruction :

- Voir grand
- Faire le bilan de la situation
- Travailler au niveau local avec les gens
- Résister aux stéréotypes
- Opter pour une approche « droits humains »
- Respecter et développer les compétences des femmes.

Pour plus d'info à ce sujet :

Genre & aide humanitaire
 Commander à : info@deza.admin.ch

L'approche « conscience-risque » du développement

Les catastrophes doivent figurer dans les initiatives des programmes nationaux de développement, notamment la réduction de la pauvreté.

Redéfinir les priorités du financement

En dépit de la reconnaissance croissante du besoin de RRC, la part majeure du financement de la coopération au développement continue d'être allouée à l'aide matérielle urgente. Une réorientation vers des mesures de prévention et de préparation s'impose à tous les niveaux.

Promouvoir la continuité

La RRC et l'adaptation au changement climatique sont souvent traitées séparément, chacune ayant ses propres experts. Or, la réalité du terrain requiert une approche combinant mitigation (accroissement de la résilience), récupération et réaction. Les personnes travaillant dans l'aide humanitaire et la coopération doivent donc harmoniser leurs activités.

Développer les compétences

Les exemples montrent que les deux types de mesures combinées, structurelles et non structurelles, sont nécessaires pour renforcer la résilience. Des mesures structurelles à elles seules sont insuffisantes et inefficaces si on les introduit sans informer les gens concernés, sans demander leur participation et leur avis quant aux options possibles. La création de compétences doit servir au développement d'une culture de prévention au sein de la population.

Miser sur une approche genre

Lors de la planification et de la mise en œuvre de la RRC, l'analyse genre doit être considérée comme une part essentielle de bonne pratique. Les points suivants sont à retenir :

- Éviter les stéréotypes ; les contextes sociaux varient entre pays et à l'intérieur d'un pays, d'où l'importance de les analyser au niveau local.
- Les données basiques sont à traiter selon la perspective genre. Seulement ainsi les stratégies adéquates sont adoptées lors des phases de réaction et de récupération.
- Phase de prévention/préparation : implication des femmes et des hommes dans toutes les mesures (conception de plans d'urgence, développement des compétences, participation dans les équipes de secours locales, etc.)
- Phase de réaction (pendant et immédiatement après la catastrophe) : appui aux femmes et aux hommes selon leurs besoins spécifiques. Attention spéciale accordée à la charge de travail des femmes.
- Phase de récupération (réhabilitation/reconstruction) : créer des opportunités de revenus pour les deux sexes. Si possible, celles-ci ne se limitent pas à la répartition traditionnelle des rôles.
- Les catastrophes permettent de renégocier les rôles traditionnels des femmes, des hommes et de renforcer entente et respect mutuels.

Lectures recommandées

La liste ci-dessous donne une sélection ciblée de publications et de sites Internet traitant du thème « Réduction des risques de catastrophe: une approche axée sur l'égalité hommes-femmes et les moyens d'existence ». Pour en faciliter la lecture, nous les avons classés sous les quatre rubriques **Contexte général**, **Politique**, **Instruments**, **Etudes de cas**. Les documents sont donnés par ordre alphabétique de leur titre; ils sont pour la plupart disponibles en ligne (état : consultés le 4 août 2009).

Hoyois, P.; Scheuren, J.-M.; Below, R. and Guha-Sapir, D. 2007

Contexte général

Annual Disaster Statistical Review: Number and Trends 2006

www.preventionweb.net/english/professional/publications/v.php?id=1080

En 2006, 427 catastrophes naturelles ont été dénombrées à l'échelle du globe, qui ont tué plus de 23'000 personnes, affecté près de 143 millions d'autres et causé des dommages pour un montant de 34,5 millions U\$. Au cours des dernières années, il semble qu'un retour « à la normale » se dessine. Tel est en bref le constat tiré d'une analyse comparative de données sur plusieurs années faite par l'Annual Disaster Statistical Review.

Wisner, Ben; Blaikie, Piers; Cannon, Terry; Davis, Ian. 2003

Contexte général

At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters

www.unisdr.org/eng/library/Literature/7235.pdf

Cet ouvrage veut montrer comment les catastrophes sont perçues dans les différents segments de la société. Il propose une analyse participative des catastrophes, qui va générer des idées sur des stratégies susceptibles de les réduire et d'atténuer l'impact des aléas, et en même temps, de manière plus générale, d'améliorer les moyens d'existence et les opportunités de revenus.

International Institute for Sustainable Development (IISD); Intercooperation;

Stockholm Environment Institute (SEI); International Union for Conservation of Nature (IUCN)

Instruments

Community-based Risk Screening Tool, Adaptation and Livelihoods (CRiSTAL)

www.cristaltool.org

Le site Internet de CRiSTAL donne des explications sur cet outil d'identification et d'analyse des risques au niveau de la communauté, présente les contextes dans lesquels il peut être utilisé et comment l'appliquer correctement. L'internaute peut télécharger toutes sortes de documents et de ressources et partager son savoir et ses expériences dans un forum interactif.

Direction du Développement et de la Coopération (DDC). 2008

Politique

Directives de la DDC sur la réduction des risques de catastrophes

www.deza.admin.ch/ressources/resource_fr_180445.pdf

Les directives de la DDC se concentrent sur des risques émanant d'aléas • dont l'occurrence est soudaine tels que les tremblements de terre ou les ouragans, • dont l'occurrence est lente tels que la désertification, le changement climatique et la déforestation, et • les aléas de type technique induits par des phénomènes naturels, par ex. l'incendie d'une raffinerie de pétrole provoqué par un tremblement de terre. Les directives sont adressées en premier lieu au personnel de la DDC, dans les bureaux de la coopération et au siège de la DDC, ainsi qu'aux partenaires des organisations internationales et des ONG.

Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC). 2008

Instruments

Disaster Risk Reduction in Project Cycle Management

Politique

www.riskandsafetynet.ch/en/Disaster_Risk_Reduction/document.php?itemID=1322&langID=1

En règle générale, les catastrophes ont une cause naturelle. Le fait qu'elles provoquent des dommages et des dégâts résulte le plus souvent d'un développement inapproprié qui a produit des structures, des institutions ou des réseaux hautement vulnérables. Intégrer la gestion des risques au moment de l'identification des besoins, de la préparation, de la mise en œuvre et de l'évaluation d'un projet contribue à la pérennisation de celui-ci dans des zones exposées au risque de catastrophes.

Instruments

Brody, Alyson; Demetriades, Justina; Esplen, Emily. 2008

Gender and Climate Change: Mapping the Linkages

www.bridge.ids.ac.uk/reports/Climate_Change_DFID_draft.pdf

Le document esquisse les corrélations déterminantes entre le changement climatique et l'inégalité entre hommes et femmes, en mettant l'accent sur des stratégies et mesures concrètes d'adaptation et d'atténuation. Les auteures tentent de cerner les lacunes des instruments existant sur la thématique « genre et environnement », axés principalement sur les moyens d'existence agricoles des femmes, l'accès aux ressources naturelles et la réduction des risques de catastrophe.

Études de cas

Dankelman, Irene; Alam, Khurshid... [et al.]. 2008

Gender, Climate Change and Human Security. Lessons from Bangladesh, Ghana and Senegal

Politique

www.gdnonline.org/resources/WEDO_Gender_CC_Human_Security.pdf

Une analyse de l'impact du changement climatique sur les femmes doit se concentrer sur les domaines où elles sont le plus actives, comme la collecte d'eau et de bois, l'agriculture, la pêche et la foresterie. Au Sénégal, par exemple, la relation entre le genre et le changement climatique est évaluée via une approche du développement, qui prend en compte les aspects de la santé et de l'éducation et qui mise sur la formation des femmes pour améliorer leurs conditions socio-économiques.

Études de cas

Delaney Patricia L.; Shrader, Elizabeth. 2000

Gender and Post-Disaster Reconstruction: The case of Hurricane Mitch in Honduras and Nicaragua

www.sheltercentre.org/sites/default/files/WB_GenderAndPostDisasterReconstruction.doc

D'après les deux auteures de cet ouvrage, une catastrophe à très grande échelle est l'occasion de réécrire l'histoire du développement d'une région. En se focalisant sur leurs principales vulnérabilités, comme les différences entre les sexes et les ressources naturelles, le gouvernement et la société civile ont l'opportunité unique de s'attaquer aux causes de la dégradation de l'environnement et de l'inégalité entre les sexes. L'expérience personnelle de femmes et d'hommes travaillant côte à côte dans un esprit de collaboration permet de modifier les idées stéréotypées sur les rôles et les responsabilités respectifs des femmes et des hommes.

Politique

Direction du Développement et de la Coopération (DDC). 2008

Genre & aide humanitaire : Pourquoi et comment la DDC devrait-elle intégrer la dimension genre dans l'aide humanitaire ?

Certains programmes humanitaires se fondent sur l'idée que les femmes et les hommes vivent les crises de la même manière, ont les mêmes réactions et les mêmes besoins. La présente brochure de la DDC fait le constat suivant : négliger les réalités sociales sous-tendant les différences entre sexes et les besoins spécifiques des femmes va se traduire par une approche bancale, qui risque fort de passer à côté des objectifs visés. Les auteurs arrivent à la conclusion qu'il est primordial de former et d'engager aussi bien les femmes que les hommes dans les différentes tâches de l'aide humanitaire.

Instruments

Clot, Nicole. 2008

Highlighting Local Coping Strategies for Drought

Perspectives In: Gender: Integrating Disaster Risk Reduction into Climate Change Adaptation:

Good Practices and Lessons Learnt (p. 57)

www.unisdr.org/eng/about_isdr/isdr-publications/17-Gender_Perspectives_Integrating_DRR_CC/Gender_Perspectives_Integrating_DRR_CC_Good%20Practices.pdf

L'outil CRISTAL (voir plus haut) a été utilisé au Mali pour permettre aux concepteurs de projet de mieux comprendre la vulnérabilité des communautés et moyens d'existence locaux face aux aléas climatiques. Des enseignements tirés de cette expérience, il ressort clairement que le partage des risques de la production entre tous les membres d'un ménage, hommes et femmes, est une stratégie efficace pour gérer l'insécurité climatique. La discrimination des femmes par rapport aux droits de propriété a un impact négatif sur la gestion des terres et des zones agroforestières.

Contexte général

Christoplos, Ian; Anderson, Simon; Arnold, Margaret... [et al.]. 2009

The Human Dimension of Climate Adaptation: The importance of local and institutional issues

Politique

www.scribd.com/doc/15615285/Human-Dimensions-Climate-Adaptation#lan

Ce document traite ensemble des questions qui le sont généralement séparément et identifie les éléments déter-

minants pour l'adaptation des communautés pauvres au changement climatique : l'intégration de l'analyse et de l'évaluation des risques dans la planification du développement, des mesures ciblées de protection sociale et le développement de compétences au niveau local.

United Nations International Strategy for Disaster Reduction (UNISDR). 2005

Instruments

Hyogo Framework for Action 2005–2015

Politique

www.unisdr.org/wcdr/intergover/official-doc/L-docs/Hyogo-framework-for-action-english.pdf

La Conférence mondiale sur la réduction des catastrophes tenue en 2005 a été l'occasion de promouvoir une approche stratégique systématique pour réduire les vulnérabilités et les risques, et d'identifier des moyens de développer la résilience de nations et de communautés face aux catastrophes. Les domaines clés pour la conception d'un cadre efficace sont la gouvernance, l'identification des risques, la gestion du savoir, la réduction de facteurs de risque sous-jacents et la préparation de la population (préparation à réagir et à récupérer).

Centre for Research on the Epidemiology of Disasters (CRED)

Instruments

International Disasters Database EM-DAT

www.cred.be

Le CRED axe sa recherche sur les aspects de santé publique et d'épidémiologie en cas de catastrophes et autres situations d'urgence. Sa banque de données internationale sert à informer tous les acteurs en vue de les préparer au mieux à l'éventualité d'un sinistre et à rationaliser les prises de décision. Elle fournit une base objective pour évaluer les vulnérabilités et déterminer des priorités. Exemple : EMDAT permet d'établir si, dans un pays donné, les inondations sont plus importantes en termes d'impact humain que les tremblements de terre, ou si un pays est plus vulnérable qu'un autre pour ce qui touche les ressources informatiques.

Intercooperation. 2008

Études de cas

Mainstreaming Disaster Risk Reduction in Development Programmes

Politique

– Experiences and Opportunities: An assessment in South Asia

www.intercooperation.org.in/images/icindia/ic%20sa%20report.pdf

Cette publication relève l'importance de renforcer les synergies entre développement et aide humanitaire afin d'améliorer les résultats et la pérennité de ces deux volets de la coopération. Les coopérants qui travaillent dans des régions exposées aux aléas doivent être formés en RRC, et les plans de projet inclure le soutien aux besoins immédiats des communautés touchées. Dans la phase de récupération, il convient ensuite de veiller à ce que la coopération au développement se serve d'approches participatives, orientées vers l'autonomisation, afin d'obtenir de meilleurs résultats. Pendant la phase de mitigation, des plates-formes de communication doivent être mises en place pour garantir la coordination entre aide humanitaire, acteurs du développement, politiques sectorielles et organisations locales.

Instruments

ProVention Consortium

Contexte général

www.proventionconsortium.org

Toute stratégie de prévention des catastrophes requiert une démarche collaborative, impliquant différents secteurs et organisations, dans laquelle la gestion du risque est l'affaire de chacun. Le principal objectif du ProVention Consortium est d'offrir un forum pour des échanges et un cadre pour une action concertée. Sous l'égide de ProVention, les partenaires disposent d'un espace pour travailler ensemble à l'identification des enjeux stratégiques, des problèmes et des déficiences dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes, et par là, jouent un rôle important en termes de définition des priorités d'action.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). 2007

Politique

Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008 :

La lutte contre le changement climatique

<http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rmdh2007-2008/>

Ce rapport des Nations Unies incite à une réflexion sur la justice sociale et les droits humains par delà les frontières géopolitiques et générationnelles. Dirigeants politiques et ressortissants des pays riches doivent reconnaître leur responsabilité historique par rapport au changement climatique et s'engager à réduire sans retard et de manière drastique leurs émissions de gaz à effet de serre. La communauté humaine toute entière est mise au défi d'agir rapidement et collectivement, en s'appuyant sur des valeurs et une vision partagées.

Politique

Instruments

**United Nations Development Programme (UNDP). 2009
Resource Guide on Gender and Climate Change****http://content.undp.org/go/cms-service/download/asset/?asset_id=1854911**

Un guide des ressources destiné à soutenir les concepteurs et les stratèges soucieux de mitiger le changement climatique et désireux de promouvoir l'égalité des sexes dans ce domaine. Si l'on veut que les femmes et les hommes aient les mêmes droits, non seulement en théorie mais aussi en pratique, des mesures concrètes s'imposent, qui prennent en compte les réalités et conditions de vie des uns et des autres.

Politique

Instruments

**Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC)
Risk and Safety Net****www.riskandsafetynet.ch**

La plate-forme de la Direction du Développement et de la Coopération donne des informations de fond et un survol des projets en cours. Elle présente une vue d'ensemble détaillée des concepts et des stratégies de la DDC, ainsi qu'une sélection d'outils, de publications et de possibilités de formation dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe (RRC).

Études de cas

**Parker Hamilton, Jennifer; Halvorson, Sarah J. 2007
The 2005 Kashmir Earthquake: A perspective on Women's experiences****www.bioone.org/doi/pdf/10.1659/mrd.0945**

Analyse du tremblement de terre de 2005 au Cachemire pakistanais qui fait le point de la situation et émet des recommandations en s'appuyant sur l'expérience des femmes ayant survécu au séisme. Selon les auteures, une stratégie de mitigation doit viser en premier lieu à réduire la vulnérabilité des femmes et accroître leur résilience. Les piliers d'une telle stratégie sont : l'évaluation de la vulnérabilité avant la catastrophe, le soutien aux femmes dans l'accès aux ressources, des cours théoriques sur les aléas naturels, la mobilisation des femmes dans l'aide urgente, la réhabilitation et la reconstruction, ainsi que la formation des responsables aux aspects de genre.

Études de cas

**Gaillard, Jean-Christophe; Le Masson, Virginie. 2007
Traditional Societies' Response to Volcanic Hazards in the Philippines****www.bioone.org/doi/abs/10.1659/mrd.0949**

Après l'éruption du Mt Pinatubo en 1991, les communautés autochtones « aetas », traditionnellement implantées sur les flancs du volcan, n'ont pas été impliquées dans les différentes étapes du processus de réhabilitation, les empêchant du même coup de prendre leur destinée en mains. Il en est résulté une résilience fortement retardée et des changements culturels incisifs.

Contexte général

**Stratégie internationale de prévention des catastrophes (UNISDR). 2009
UNISDR Terminologie pour la prévention des risques de catastrophe****www.unisdr.org/eng/terminology/UNISDR-Terminology-French.pdf**

La terminologie UNISDR veut promouvoir une compréhension et un usage communs des concepts relatifs à la réduction des risques de catastrophes, et soutenir les efforts correspondants des autorités, des praticiens et du public. La version de 2009 résulte d'un processus de révision permanent de l'UNISDR et de la consultation d'un large cercle d'experts aux niveaux international, régional et national.

Annnonce aux lecteurs

Chères lectrices, Chers lecteurs,

C'est avec tristesse que nous vous communiquons la clôture des services InfoResources pour la fin 2009. Dans le cadre d'un processus de restructuration interne, notre bailleur de fonds – la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) – a pris la décision de mettre un terme au financement d'InfoResources.

Depuis 2003, nous avons été en mesure de vous offrir InfoResources News, InfoResources Focus, InfoResources Trends, ainsi que le service de recherches. Vous fournir ces prestations a représenté pour nous une tâche captivante, comportant des défis. Nous espérons que nos services ont apporté des informations intéressantes et utiles à votre travail quotidien. Vos commentaires sont bienvenus ; vous pouvez les adresser à info@inforesources.ch.

D'ores et déjà, nous vous exprimons notre reconnaissance pour l'intérêt que vous avez porté à nos produits.

Votre équipe InfoResources :

Jane Carter, Monika Egli, Ulla Gämperli, Alessandra Giuliani, Felix Hintermann, Fani Kakridi Enz, Andreas Kläy, Hans Schaltenbrand, Bettina Stäubli, Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, ainsi que nos partenaires CETRAD (Kenya), Délégations IC (Andes, Bangladesh, Inde et Mali) et SIMAS (Nicaragua).